



La rentrée 2023 fera date, l'entrée en vigueur du Pacte marque en effet, une modification pernicieuse sans précédent du statut des enseignants et CPE. Dans certains établissements, heureusement peu nombreux, tant ce dispositif déplorable ne séduit pas les foules, les réunions de rentrée se sont souvent transformées en marchés à la brique provoquant désarroi et désillusion, sapant la cohésion des équipes déjà bien accaparées par les trains de réformes. Ce Pacte ne résout nullement un besoin crucial et immédiat pour notre école aujourd'hui : des enseignants. Les classes à 24 élèves et les dédoublements s'ils ne sont pas suivi par des ouvertures de postes ne font qu'augmenter le nombre d'enfants par classe pour les autres. Nous pourrions tout aussi évoquer lors de cette rentrée les conditions de travail et de rémunérations des AED et AESH. Rémunération encore un terme très au cœur de la vie de toutes et de tous : l'inflation n'est pas une vue de l'esprit mais bien un fait alors quid des 10% de revalorisation promis par Le Président de la république Emmanuel Macron : le compte n'y est toujours pas.

Le secondaire n'est pas épargné avec les épreuves « terminales » au mois de mars qui ont conduit notamment à évaluer les élèves sur des programmes tronqués et à un absentéisme record : une absurdité pour beaucoup, pour le SNALC une stupidité de plus, un mépris et une méconnaissance du travail des enseignants. Ce brusque revirement présidentiel, en ce mois d'août, va induire, une fois de plus, pour les élèves inscrits dans une filière générale ou technologique, un nouveau changement de règle en cours de cycle... Le SNALC, lors de ce Comité Social d'Administration, tient également à réaffirmer sa totale opposition à la réforme de la voie professionnelle voulue par le Président de la République.

Pour conclure, le SNALC par la voie de son président national Jean Rémi Girard le rappelle : nous vivons la plus grave crise que l'Éducation nationale ait jamais connue sous la cinquième république. Il faut davantage que des mesurette pour inverser la tendance. Nous espérons que la communication médiatique du gouvernement en matière d'enseignement sera précédée d'une véritable consultation des personnels, car l'inverse sera vécu comme un mépris supplémentaire. Le SNALC formule le vœu pour cette année scolaire d'une école républicaine où le respect des élèves, des personnels encadrants et enseignants, mais aussi des institutions et de leur personnels et des syndicats soit une réalité et non un énième élément de langage.